



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1780 VENDREDI 12 JUILLET 2013

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

FRANCOPHONIE

Le plan de relance du français en Afrique partira de Brazzaville

Dénoté « Cent mille professeurs pour l'Afrique », le nouveau plan proposé par la France en faveur de la survie de la langue de Molière sur le continent noir sera lancé au mois de septembre dans la capitale congolaise.

La ministre française déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, en séjour de travail au Congo a annoncé le projet, le 10 juillet, au cours d'un point de presse.

« C'est ensemble, à hauteur d'hommes et à égalité que nous devons défendre notre espace francophone. Parce que c'est aussi l'espace de demain, il faut pour cela renforcer nos bases », a-t-elle expliqué.

Page 9

Coopération

Le Congo et la Côte d'Ivoire concluent un accord économique

Le ministre congolais de l'Économie et des finances, Gilbert Ondongo a paraphé, hier, avec son homologue de la Côte-d'Ivoire, Miale Kaba, un accord économique et financier visant à renforcer le partenariat dans les domaines pétrolier, minier et agricole entre les deux pays.

Fruit de l'engagement des deux chefs d'État lors de la visite officielle du président ivoirien, Alassane Ouattara, en République du Congo, cet accord est l'expression de la coopération sud-sud, nécessaire pour le développement de l'Afrique.

« Nos pays respectifs ont plus d'échanges avec d'autres continents qu'entre nous Africains. Ce genre de visite doit exister pour faciliter l'émergence de nos pays dans les horizons relativement proches », a fait observer la ministre ivoirienne de l'Économie et des finances.

Page 3



Signature de l'accord par les deux ministres

HANDBALL

57 Diables rouges présélectionnées pour les Coupes d'Afrique

La Fédération congolaise de Handball vient de publier la liste des présélectionnées des Diables rouges dames pour les Coupes d'Afrique cadette et junior prévues pour le mois d'août à Oyo, dans le département de la Cuvette. Des 57 présélectionnés sortiront les deux équipes nationales. La fédération a également procédé à la nomination des entraîneurs devant conduire ces Diables rouges dans les deux versions.

Ainsi, Michel Kaya devient entraîneur principal de l'équipe cadette et Simon Badenika est nommé pour s'occuper des juniors.

Page 15

MARCHÉS PUBLICS

L'organe de régulation affine les mesures de transparence



Le directeur de l'Autorité de régulation des marchés publics a annoncé hier la mise en fonction des organes de recours propres à parfaire la transparence, le professionnalisme et la responsabilité des gestionnaires des

Les participants à l'atelier de sensibilisation sur le contrôle des marchés publics commandes publiques.

Parmi les aspects mis en exergue, l'archivage et la conservation des dossiers. « Il est nécessaire de conserver une trace écrite précise de toutes les étapes de la procédure afin de

disposer d'une piste de vérification des décisions. Ces pièces servent également de dossier officiel en cas de recours administratif ou judiciaire », a étayé David Martin Obami.

Page 5

AFRIQUE CENTRALE / MÉDIAS

Les éditeurs prônent le professionnalisme

Les participants à l'atelier de Bujumbura sur la gouvernance des médias en Afrique centrale ont invité, dans une déclaration dite de Bujumbura, à la professionnalisation du secteur des médias en vue de l'exercice du métier de journaliste en conformité avec les règles qui le régissent.

En raison des défis auxquels est confronté le secteur des médias sur le continent, parmi lesquels la relation souvent conflictuelle avec les pouvoirs publics, l'atelier a estimé que l'une des solutions pour éviter toutes les attaques est le professionnalisme des propriétaires et opérateurs des entreprises de presse.

Page 8

ÉDITORIAL

Concertation

Page 2

ÉDITORIAL

Concertation

Les semaines à venir seront sans doute décisives pour notre voisine et notre sœur, la République démocratique du Congo, puisqu'elles permettront un débat public entre les forces vives de la Nation qui devrait contribuer à ancrer cet immense pays dans le développement durable. Et le Congo, notre Congo, a tout à gagner dans l'affaire puisqu'il est situé à quelques encablures de la RDC, que nombre de ses familles vivent à cheval sur le fleuve, que tout ce qui se passe sur l'autre rive a de ce fait des répercussions immédiates sur la nôtre.

Au-delà du dialogue entre le pouvoir et les formations politiques qui le critiquent - ce qui n'a rien de choquant dans une démocratie -, au-delà même de la confrontation légitime des idées entre la majorité et l'opposition, ce qui est en jeu dans cette affaire est l'unité même du pays. Une unité que les rébellions successives dont ses différentes provinces ont été le théâtre depuis un demi-siècle mettent continuellement à mal et que la mobilisation de la communauté internationale n'a pas réussi jusqu'à présent à protéger de façon efficace.

Les causes de ces troubles récurrents sont connues: ils tiennent, d'une part, à l'immensité d'un territoire aussi vaste que l'Europe, d'autre part à l'importance des ressources naturelles qui y sont présentes et aux convoitises extérieures que ces richesses alimentent, enfin à la faiblesse d'un pouvoir central qui n'a jamais réussi à construire un ordre fédéral ou confédéral capable de faire régner la paix là où elle est menacée.

Si, d'une manière ou d'une autre, le dialogue qui se dessine apporte enfin des réponses positives à ce problème, l'évènement qui se prépare tirera définitivement la RDC de l'ornière dans laquelle elle se trouve enlisée. Il aura également des répercussions majeures sur la grande aventure qui se dessine dans le Bassin du Congo à travers l'intégration régionale et qui pourrait faire demain de cette région du continent, si elle est bien conduite, l'une des communautés humaines les plus dynamiques, les plus prospères de la planète Terre.

Ne rêvons pas : la tâche à laquelle s'attaquent la communauté politique et la société civile congolaises est tout sauf facile. Mais elle n'a rien d'insurmontable si ceux qui s'y attellent font preuve de raison et de sang-froid, de patriotisme aussi.

Les Dépêches de Brazzaville

BRAZZAVILLE

Le recensement administratif spécial prévu pour le 23 juillet

Les membres des commissions locales des neuf arrondissements de Brazzaville ont été officiellement investis, le 11 juillet à Brazzaville, par le premier vice-président de la coordination nationale du recensement administratif spécial, Henri Bouka.

Ces commissions locales ont pour mission de présenter à la coordination nationale, un fichier électoral fiable. Les listes électorales seront constituées en fonction des circonscriptions électorales. « Ces listes permettront d'établir une gouvernance démocratique durable, car il n'y a pas de gouvernance démocratique sans gouvernance électorale.

Les présidents des commissions locales :
Makélékélé : Maurice Morel Kioundzou
Bacongo : Raymond Kouba
Poto-Poto : Jacques Elion
Moungali : Pierre Malanda
Ouénzé : Marcel Ganongo
Talangaï : Privat Frédéric Ndéké
Mfilou : Albert Samba
Madibou : Nicolas Malonga
Djiri : Victorine Ngampolo

Nous sommes désormais en attente des résultats », a déclaré Henri Bouka. Et ce dernier d'exhorter les membres des commissions à œuvrer



L'assistance au cours de la cérémonie officielle d'investiture

dans l'unité et dans l'action en vue d'établir « une liste électorale de qualité, car le destin de la Nation en dépend ».

En attendant le lancement du recensement administratif spécial, prévu le 23 juillet prochain, les présidents des commissions locales mettront en place les contrôleurs et les agents recenseurs afin que cette opération soit effective. Ces commissions sont composées essentiellement des maires d'arrondissements, des secrétaires généraux, des directeurs de cabinets et des percepteurs des mairies, ainsi que des représentants des chefs de quartiers. Aucune mesure n'a été prise

pour le recensement des sinistrés. À ce sujet, le maire de Ouénzé a signifié que la commission sensibilisera les populations pour une participation massive à l'opération, car dit-il, c'est un devoir citoyen. Et d'ajouter : « Mon arrondissement a été touché par les explosions du 4 mars, mais nous allons travailler pour établir une liste électorale. La zone de l'épicentre est actuellement inhabitée. Ces habitants résident pour certains dans les sites d'hébergement et d'autres dans les familles d'accueil. Nous attendons les instructions du gouvernement concernant cette catégorie d'habitants, qui hier peuplaient ces quartiers. »

Josiane Mambou-Loukoul

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
 Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
 Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
 Assistante : Leslie Kanga
 Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
 Secrétaire des rédactions adjoint :
 Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
 Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
 Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
 Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoul

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
 Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
 Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
 Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Adhads

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Le Congo et la Côte d'Ivoire signent un protocole d'accord

Le document a été paraphé par le ministre congolais de l'Économie et des Finances, Gilbert Ondongo, le 11 juillet à Brazzaville, avec son homologue de la Côte d'Ivoire, Miale Kaba.

« Ensemble, nous avons regardé les opportunités de coopération économique et financière. Nous avons donc décidé de signer un mémorandum d'entente au sujet des champs de coopération possibles entre nos deux pays », a déclaré le ministre congolais.

La ministre ivoirienne a, quant à elle, regretté le fait que de nombreux pays africains préfèrent échanger avec des pays d'autres continents. « Nos pays respectifs échangent davantage avec d'autres continents. C'est pourquoi ce genre de visite doit exister pour faciliter l'émergence de nos pays



dans des horizons relativement proches », a-t-elle indiqué.

La visite officielle du président Ouattara, du 7 au 9 juin dernier au

La séance de travail entre les deux parties Congo, avait offert l'opportunité aux deux chefs d'État d'échanger

sur le commerce, la promotion des investissements, les forêts, la science, l'éducation et le sport. Répondant à presse, les présidents congolais et ivoirien avaient souligné la nécessité pour les pays africains de développer des partenariats rentables sur le plan économique. « La Côte d'Ivoire a réussi en Afrique dans le domaine de l'agriculture. Je crois que les Congolais ont beaucoup à apprendre auprès de vous. Le miracle ivoirien avec Houphouët Boigny n'était pas le pétrole, mais l'agriculture. Peut-être devrions-nous, Congolais, nous rendre en Côte d'Ivoire, étudier de plus près le succès de ce pays dans le secteur agricole » déclarait notamment Denis Sassou N'Gusso.

Lopelle Mboussa Gassia et Tania Mahoungou

DOUANES

L'adoption du budget de la Mutrado renvoyée à septembre

Inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire du conseil d'administration tenue les 3 et 4 juillet à Owando, chef-lieu de la Cuvette, le budget prévisionnel de la Mutuelle des travailleurs des douanes (Mutrado) sera finalement adopté au cours de la session extraordinaire du 27 septembre.

Les participants venus de Ouesso, Pointe-Noire, Dolisie, Brazzaville ont, en revanche, adopté les rapports d'activité du bureau exécutif national, du commissariat au compte et le rapport financier du bureau exécutif national, exercice 2012. Ils ont aussi décidé de la tenue de l'assemblée générale pour le mois de novembre. Cette rencontre permettra la mise en place des nouvelles instances du conseil, le mandat des membres du bureau actuel étant arrivé à échéance après trois ans d'exercice.

Le conseil d'administration de la Mutrado a également pris un certain nombre de délibérations et recommandations en vue d'améliorer la qualité de travail du bureau et des conditions de vie des mutualistes. Il s'agit du respect de la clé de répartition du bonus et de la mise en place d'une commission sur l'avenir du mess des douanes. Cette structure sera chargée de répertorier le patrimoine de la Mutrado et de regarder la possibilité de le mettre en valeur.

Une autre délibération concerne le rattachement des membres du bureau exécutif à la direction administrative et financière. Le conseil a également recommandé le règlement à l'amiable du litige opposant l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre à la douane, à Dolisie, et la quantification des effectifs du personnel de la douane.

Clôturant les travaux, le président du conseil d'administration de la Mutrado, Casimir Bopoumbou Payad, a exhorté les participants au travail. « Je suis convaincu qu'avec une telle volonté de votre part, notre mutuelle pourra, dans un avenir très proche, jouer véritablement son rôle. Mettons-nous au travail pour la session extraordinaire préparant l'assemblée générale de novembre », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

BUDGET

Un nouveau Code de gestion en 2020

Nommé « budget programme », ce code met l'accent sur l'atteinte des résultats dans la mise en œuvre des politiques publiques. La première phase consistera à structurer une maquette du budget du gouvernement autour des programmes et actions ministériels.

Cette structuration des programmes budgétaires a été au centre d'un atelier technique animé, du 9 au 10 juillet à Brazzaville, par le conseiller régional résident en gestion publique du Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (Africac centre), Abdoulahi Mfouombouot. Il a permis aux acteurs de mieux cerner ce nouveau Code de gestion afin de l'appliquer au sein des administrations ministérielles et des institutions de l'État.

Inscrite dans la loi organique relative au régime financier de l'État, cette innovation en matière budgétaire vise la performance et les résultats, contrairement au budget de moyens. Cette disposition a été prise par les pays membres de la Communauté économique et monétaire

de l'Afrique centrale (Cémac) en vue de se conformer aux normes internationales. Les pays disposent d'une marge de manœuvre dans la structuration des programmes. L'objectif est qu'au terme de cette mission, une maquette budgétaire soit établie, afin que le gouvernement ait la maîtrise de la structuration des

politiques publiques. À cet effet, l'Organisation des experts comptables africains conduira durant deux semaines une mission conjointe pour la pérennisation de cette action. « La Cémac a mis en place des directives relatives aux lois de finances. Chaque État membre doit mettre en place les politiques publiques. Pour rendre effective cette opération, tous les départements ministériels doivent s'im-



Le présidium au cours de l'atelier technique

politiques publiques représentées sous forme de programmes. « Cette réforme nécessite la mobilisation de tous les départements afin qu'elle soit effective et harmonisée. Ce n'est qu'un départ. Pour plus de compréhension et de lucidité, il faut multiplier les séances de travail pour basculer en mode budget-programme », a conclu Abdoulahi Mfouombouot.

Josiane Mambou-Loukoula



Communiqué de presse : Signature d'un Mémoire d'Entente entre Attijariwafa bank et Bank of China pour favoriser les échanges commerciaux et les investissements entre l'Afrique et la Chine

Pékin, le 20 Juin 2013. M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank accompagné d'une importante délégation et M. Yue Yi, Vice Président Exécutif de Bank of China étaient présents à la cérémonie de signature du Mémoire d'Entente.

L'objectif de ce Mémoire est de promouvoir et développer les échanges commerciaux et les investissements entre les pays de présence en Afrique d'Attijariwafa bank et la Chine par, principalement :

L'accueil et l'assistance aux opérateurs clients des deux banques en matière de commerce international ;

L'origination, le conseil, l'accompagnement et le financement des projets d'investissement ;

L'organisation de missions B-to-B ;

L'accompagnement des expatriés chinois en Afrique et des Africains en Chine.

Cet accord offre aux clients d'Attijariwafa bank l'opportunité de s'ouvrir davantage sur le marché chinois tant pour le développement de leurs exportations que pour la sécurisation de leurs sources d'approvisionnement. Il permet également aux opérateurs chinois d'être mieux soutenus dans leur prospection des marchés de la région comprenant l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et l'Afrique Centrale (CEMAC) et accompagnés dans leurs projets d'investissement.

Ce Mémoire d'Entente ouvre ainsi de nouvelles perspectives prometteuses pour le développement des échanges entre opérateurs africains et chinois.

À PROPOS DE BANK OF CHINA

Fondée en 1912, la Bank of China Ltd. est la plus ancienne banque et la plus internationale de toutes les banques de Chine.

Société par actions, la Bank of China Ltd. est cotée depuis l'été 2006 à la fois aux bourses de Shanghai et de Hong Kong.

Son capital social est majoritairement détenu par différentes entités publiques de la République Populaire de Chine.

Groupe bancaire international, la Bank of China Ltd. exerce l'essentiel de ses activités dans les domaines de la banque universelle, la banque commerciale, la banque d'investissement, l'assurance et la gestion d'actifs.

Bank of China opère dans plus de 36 pays en Asie, en Europe, en Amérique et en Afrique.

Elle dispose d'un total bilan de RMB 12.68 trillion (USD2.06 trillion) et gère un portefeuille de 2.48 millions de clients entreprises et 172 millions de particuliers. Son réseau compte 11,277 points de vente et elle emploie plus de 300 000 collaborateurs.

À PROPOS D'ATTIJARIWAFABANK

Fondé en 1904, Attijariwafa bank est le premier Groupe bancaire et financier au Maghreb et de l'UEMOA et acteur de référence de la CEMAC. En plus de l'activité bancaire, le Groupe opère, à travers des filiales spécialisées, dans les métiers financiers : assurance, crédit immobilier, crédit à la consommation, leasing, gestion d'actifs, intermédiation boursière, conseil, location longue durée, factoring... Le Groupe emploie 15 289 collaborateurs et gère un portefeuille de 6.2 millions de clients.

Attijariwafa bank est basée au Maroc et opère dans 22 pays à travers des filiales bancaires contrôlées majoritairement :

En Afrique : Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Cameroun, Togo (et prochainement Niger).

En Europe : France, Belgique, Allemagne, Italie, Espagne, Pays Bas.

Elle est aussi présente à travers des bureaux de représentation : Londres, Dubaï, Tripoli.

MARCHÉS PUBLICS

Les responsables engagés dans la traçabilité et la transparence

Dans l'optique d'améliorer le système de passation des marchés publics et les performances des institutions engagées dans la mise en œuvre de la réforme, les acteurs de la commande publique se retrouvent, les 11 et 12 juillet, à Brazzaville, autour d'un atelier.

Le directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), David Martin Obami, a indiqué que le conseil de régulation de cette institution venait d'activer ses comités d'audits et d'enquêtes ainsi que ses comités de règlement des différends. Pendant deux jours, les participants débattront de la préparation des marchés publics ; du contenu et de l'objet du contrat ; de l'exécution et du contrôle du marché ; du règlement des marchés ainsi que de l'archivage des contrats.

Le but des organes de recours est de promouvoir la transparence et d'améliorer le professionnalisme pour prévenir les risques menaçant l'intégrité des marchés publics, notamment en garantissant la responsabilité et le contrôle. « Dans cette perspective, l'archivage des dossiers apparaît comme une condition indispensable à la responsabilité et au contrôle », a commenté le directeur général de l'ARMP.

« Il est donc nécessaire de conserver une trace écrite précise de toutes les étapes de la procédure afin de garantir la transparence et de disposer d'une piste de vérification des décisions. Ces pièces servent également de dossier officiel en cas de recours administratif ou judiciaire devant le comité de règlement des différends ou d'une procédure d'enquête de-



David Martin Obami

vant le comité des audits et enquêtes », a déclaré David Martin Obami, à l'ouverture de l'atelier. Rappelant les différents docu-

ments qui sont réputés faire partie intégrante du marché, David Martin Obami a souligné que la rédaction du contrat ne devait

pas négliger l'exécution financière. « Il importe pour chacun d'entre nous, d'identifier clairement les différentes phases de la dépense, de connaître les acteurs du circuit de la dépense et de connaître les règles en matière de paiement des marchés publics. Il est donc essentiel de ne pas confondre marché et procédure. Car, à chaque étape d'exécution clairement établie par le marché, un règlement peut intervenir », a-t-il martelé.

Le directeur général de l'ARMP espère qu'à l'issue de ce séminaire atelier, les participants sauront faire bon usage des procédures et techniques de gestion des marchés publics et relever le niveau de leur système pour satisfaire l'intérêt général.

Parfait Wilfried Douniama

POINTE-NOIRE

La société Eridan justifie le retard dans l'exécution des travaux de canalisation du marché central

Le directeur général de la société Eridan, Valentin Gomez, a justifié ce constat du public dans un entretien avec «Les Dépêches de Brazzaville». « Tout cela est dû à la contrepartie de l'État congolais qui n'est toujours pas versée, soit environ un milliard de FCFA », a-t-il déclaré.

Lancés il y a près d'un mois, les travaux de canalisation sur l'avenue Mâ-Loango, qui traverse le marché central dans le premier arrondissement de Lumumba, s'inscrivent dans le cadre du Projet d'assainissement des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire. Le projet est cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque africaine de développement (BAD). Ces travaux sont actuellement ralentis, empêchant plus de 150 commerçants d'exercer leur activité commerciale quotidienne. « Notre société se trouvant dans l'incapacité financière, nous allons donc lentement avec des préfinancements personnels depuis six mois », a expliqué Valentin Gomez aux Dépêches de Brazzaville. Selon lui, ce projet, dont le coût global est estimé à 3,250 milliards de

FCFA, est actuellement exécuté à 64%, grâce au financement de la BAD (25%) et au préfinancement de la société. Le Congo aurait déjà financé le projet à seulement 20%. En cas d'arrêt définitif des travaux de canalisation, les populations de la ville océane, surtout celles de cet arrondissement qui caressaient déjà quelques lueurs d'espoir, seront de nouveau confrontées, dès la reprise des pluies, à des risques d'inondations. Quant aux 150 commerçants, qui ont récemment manifesté leur mécontentement, le directeur général de la société Eridan les a invités à l'apaisement.

« C'est un projet d'intérêt communautaire. Nous allons très rapidement trouver une solution, en achevant les artères couvertes », a assuré Valentin Gomez.

La société Eridan SARL exécute près de dix grands projets du gouvernement, parmi lesquels la direction générale de la marine marchande, la direction départementale des Petites et moyennes entreprises à Ouessou, et le Centre de santé intégré de Mbama, dans la Cuvette-Ouest.

P.W.D.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La FAO souligne de bonnes perspectives de récoltes

Selon le dernier rapport trimestriel de la FAO, intitulé Perspectives de récoltes - situation alimentaire, la production céréalière mondiale devrait progresser en 2013 d'environ 7% par rapport à 2012.

Grâce à cette augmentation « contribuant ainsi à reconstituer les stocks mondiaux et à relever les perspectives de marchés plus stables en 2013-2014 », la production céréalière s'élèverait à 2 479 millions de tonnes, ce qui constituerait un nouveau record. En revanche, « les importations céréalières des pays à faible revenu et à déficit vivrier, devraient augmenter de 5% par rapport à 2012-2013 pour satisfaire la demande croissante », indique le rapport. Le rapport passe en revue les points chauds de l'insécurité alimentaire et se concentre sur la situation des pays en développement. C'est le cas de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de Madagascar. En ce qui concerne l'Afrique centrale, le rap-

port note une grave insécurité alimentaire à cause des conflits récurrents. C'est le cas en Centrafrique et en RD Congo, où quelque 8,4 millions de personnes ne peuvent plus se nourrir. Si la région du Sahel connaît une récolte plus élevée qu'en 2012, les conflits qui l'affectent font persister la crise alimentaire. Quant à l'Afrique de l'Est, de sérieuses inquiétudes continuent de planer sur les zones en conflit, notamment en Somalie, au Soudan et au Sud-Soudan, faisant peser une insécurité alimentaire sur 6,5 millions de personnes.

À Madagascar enfin, les invasions de criquets et un cyclone vont faire reculer la production agricole en 2013, dont la conséquence sera une aggravation de la faim. Au total, « ce sont 24 pays qui auront besoin d'une assistance alimentaire extérieure, dont 27 pays d'Afrique », explique le rapport.

Noël Ndong

ONU-FEMMES

Phumzile Mlambo-Ngcuka remplace Michelle Bachelet

Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a procédé à la nomination de Phumzile Mlambo-Ngcuka au poste de directrice exécutive d'ONU-Femmes, une entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en remplacement de Michelle Bachelet. Phumzile Mlambo-Ngcuka est la première femme à avoir été vice-présidente de l'Afrique entre 2005 et 2008. Elle a également une expérience ministérielle et de leadership. Ancienne coordonnatrice de l'Alliance mondiale des Unions chrétiennes féminines, et première présidente de l'Organisation des femmes du Natal, elle a créé la Fondation Umlambo qui continue d'appuyer les écoles dans les zones pauvres en Afrique du Sud par le mentorat et la formation des enseignants, et l'amélioration des écoles.



TerraTech
Le monde de l'informatique

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com



296.000 TTC

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz
Ecran HD-Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery










WARID LAB

Incubateur de projets

**Incubateur de projets
pour développeurs brazzavillois**

inscription par groupe de 4
sur www.jcertif.com
du 05/07 au 20/07

Elabore une solution informatique et crée ta propre Start Up
Constitue un groupe de 4 personnes et inscrivez-vous sur le site www.jcertif.com. Elaborez et proposez une solution informatique destinée aux entreprises et intégrez le Lab pour une durée de six mois, avec des formations qui vous permettront de concrétiser votre projet et créer votre propre Start Up.



WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg

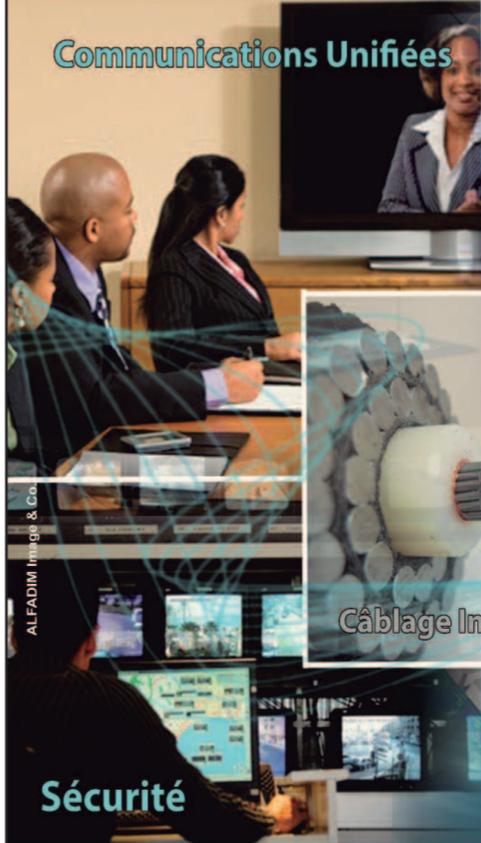
04 400 01 23 ou 123

[warid-congo](http://www.facebook.com/warid-congo)

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution

Communications Unifiées



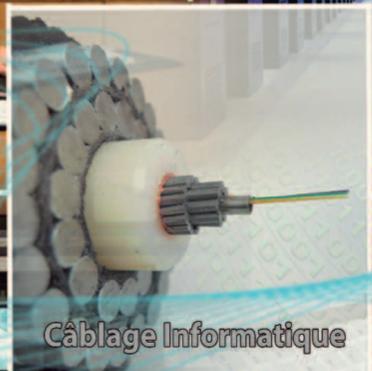
Sécurité

DATACENTER



Système Informatique

Câblage Informatique



BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com



**Assurances et
Réassurances du
Congo**

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

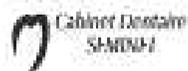
Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 . A Pointe-Noire : 222 94 12 88 . Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg



OFFRE D'EMPLOI

Titre du poste : Secrétaire médicale

Dans le cadre de son extension, le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de

L'Immeuble CNSS, recherche une secrétaire médicale bilingue (Français – Anglais) jeune diplômée même sans expérience professionnelle.

La candidate retenue suivra une formation de secrétaire médicale au sein du cabinet.

Adresser votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET.

Pour plus de précisions, appeler au 06 683 15 14 / 05 551 42 96.

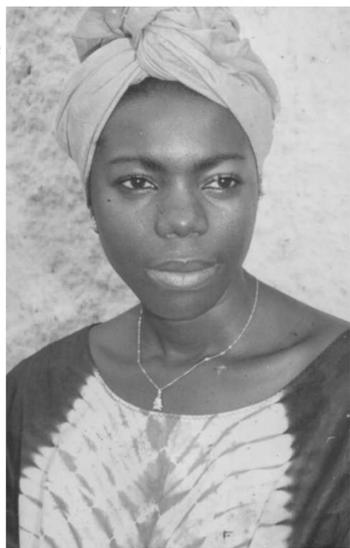
IN MEMORIAM

12 juillet 2012 – 12 juillet 2013 : voici un an, jour pour jour, qu'il a plu au seigneur, de rappeler à lui, notre mère Madame Jeanne Lembila, l'arrachant à notre profonde affection. En cette date commémorative, le colonel Jacques Ongotto et Hyacinthe Ongotto remercient les parents, amis et connaissances qui les ont entourés de leur assistance multiforme, tout au long de cette dure épreuve. Ils demandent à tous ceux qui ont connu cette dame d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Implorons la miséricorde divine pour le repos de son âme !



12 juillet 2009 – 12 juillet 2013 : voici quatre (4) ans que disparaissait madame Marie Paule Goma, enseignante et agent du Haut-commissariat à l'Instruction civique et à l'éducation morale. En ce triste anniversaire, monsieur Biyoudi Bijos, à Loua, et la famille Goma Tchilifitchi M'banda, au grand marché de Pointe-Noire, demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle.

À cet effet, une messe d'action de grâces sera dite en sa mémoire en la paroisse Sainte Marie de Liguori à Kibina-Loua, le dimanche 14 juillet 2013 à 07 heures. Maman Marie Paule, la terre te cache mais nos cœurs te voient toujours. Que ton âme repose en paix !



REMERCIEMENTS

La veuve Dabo née Miyoko Hélène et les enfants Hamed, Tany, Caddy et Bachir Dabo remercient tous ceux qui les ont assistés lors du décès de leur époux et père Usman Dabo, le 30 juin à Brazzaville. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire et implorons la miséricorde divine pour que son âme repose en paix.



CENTRAFRIQUE

Le chef du Binuca prend ses fonctions

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine (RCA), et chef du Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix (Binuca), le général Babacar Gaye, est arrivé le 9 juillet à Bangui. Le chef du Binuca va rencontrer dans les prochains jours les responsables de la classe politique, de la société civile et des représentants des partenaires de la RCA. Il prendra également contact avec les autorités des pays voisins et les partenaires régionaux et internationaux.

Le général Babacar Gaye a présenté les quatre axes d'intervention prioritaires des Nations unies en RCA : « la restauration de la sécurité dans l'ensemble du territoire, le respect des droits de l'homme, l'assistance humanitaire ainsi que la relance du dialogue politique ». Il a renouvelé l'engagement du Binuca et des Nations unies, à savoir la poursuite de l'assistance au peuple centrafricain « afin de mettre en œuvre ces priorités et ainsi construire les bases d'une stabilité durable ».

Nommé le 12 juin, en remplace-

ment de Margaret Aderinsola, le général Babacar Gaye a été, avant sa nomination, conseiller militaire du département des Opérations de maintien de la paix aux Nations unies à New York.

Il a également eu à assumer le commandement de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD-Congo (Monusco), et a participé à plusieurs opérations de maintien de la paix, notamment au Liban et en Irak.

Noël Ndong

ÉGYPTE

Mohamed Morsi est en « lieu sûr » mais ne peut sortir pour des raisons de sécurité

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Mohamed Kamel Amr a déclaré mercredi que le président déchu, Mohamed Morsi, se trouvait dans un lieu sûr et était bien traité, mais n'était pas autorisé à sortir pour sa propre sécurité, a rapporté l'agence de presse officielle MENA. « Mohamed Morsi se trouve dans un lieu sûr et est traité avec dignité », a rapporté MENA citant Mohamed Kamel Amr.

Pas entièrement sûr du lieu exact où

se trouve Mohamed Morsi, Mohamed Kamel Amr a affirmé qu'il était bien traité, a ajouté le média. La semaine dernière, Mohamed Morsi a été renversé par l'armée après que des millions d'Égyptiens ont manifesté pour protester contre les « mauvais résultats » de son année à la tête du pays. L'armée a ensuite remis le pouvoir au chef de la Cour constitutionnelle suprême qui dirigera le pays jusqu'aux prochaines élections. Au moins 51 per-

sonnes ont été tuées et plus de 450 autres blessées, lundi, dans des affrontements entre forces de sécurité et partisans de Mohamed Morsi devant le siège des Gardes républicains, où le président égyptien déchu serait détenu. Mohamed Kamel Amr a souligné que les violences étaient inacceptables quelles que soient les circonstances et que les autorités égyptiennes ne s'opposaient pas aux manifestations pacifiques.

Xinhua

CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS

L'Union africaine engage des actions

À l'issue de la 384^e rencontre du Conseil de paix et de la sécurité de l'Union africaine (UA), le 5 juillet à Addis-Abeba (Éthiopie), il a été décidé d'initier des actions contre les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

Une série de rencontres tout le long de l'année a été annoncée à cet effet, après que l'UA a reconnu le besoin urgent d'une réflexion sur les consé-

quences de ces changements en Afrique.

« L'UA entend élaborer un nouveau document qui sera consacré aux soulèvements populaires et aux révolutions, en se servant des conclusions de l'assemblée générale de 2009 qui préconisent des mesures contre ces changements antidémocratiques de régimes », indique un communiqué de l'organisation continentale.

La rencontre est intervenue dans un contexte de soulèvement en Égypte. L'organisation déplore les incertitudes politiques qui ont suivi la destitution du président égyptien Mohamed Morsi. Elle a appelé à la retenue et au dialogue et à mettre à exécution une feuille de route destinée à restaurer un régime démocratique dans le pays.

N.Nd.



CFAO CONGO

cfaogroup.com

INFORMATION

En raison des travaux de réaménagement de ses ateliers de Brazzaville, CFAO CONGO demande à ses clients dont les véhicules stationnent dans son enceinte et pour lesquels aucun accord de travaux n'a été donné à ce jour, de bien vouloir les récupérer avant le 31 juillet 2013, et notamment les véhicules dont les immatriculations suivent :

- 968 EM 4
- 259 CA 6
- 245 EP 4
- 636 ET 6

Nous vous remercions pour votre compréhension et vous demandons de prendre attache avec **M. MAMBOU** notre chef d'atelier, au **06.663.40.47 / 05.545.11.10**



GOVERNANCE DES MÉDIAS EN AFRIQUE CENTRALE

L'atelier de Bujumbura appelle au professionnalisme des patrons de presse

Une déclaration et une motion dites de Bujumbura, appelant à la professionnalisation du secteur des médias en vue de l'exercice du métier de journaliste en conformité avec les règles qui le régissent, ont sanctionné l'atelier qui s'est tenu les 9 et 10 juillet dans la capitale burundaise sur le thème : « Éthique, leadership et bonne gouvernance dans les médias ».

Ces deux documents viennent à l'appui du texte définissant les principes directeurs pour les propriétaires et gestionnaires des médias en Afrique, adopté par les participants à l'issue de leurs travaux. Au nombre de ces principes,

unité de valeurs conformes à l'intérêt général; l'amélioration de la confiance du public; un accès accru aux investissements et autres formes d'appui et de ressources; une plus grande convivialité sur les lieux de travail et une plus grande efficacité de l'entreprise. En raison des défis auxquels est confronté le secteur des médias sur le continent, parmi lesquels la relation souvent conflictuelle avec les pouvoirs publics, l'atelier de Bujumbura a estimé que sans être l'unique solution, « *Le professionnalisme des propriétaires et opérateurs des entreprises de presse, constitue la meilleure protection contre les attaques visant la liberté de la presse, et aussi la base la plus*

« Le professionnalisme des propriétaires et opérateurs des entreprises de presse, constitue la meilleure protection contre les attaques visant la liberté de la presse, et aussi la base la plus sûre du développement des médias. »

le texte mentionne, entre autres, l'affirmation par les responsables des médias, qu'ils constituent un ensemble d'entreprises indépendantes, ayant en commun une

sûre du développement des médias ». En d'autres termes, en assurant une formation de qualité à leurs employés, en garantissant la continuité de l'entreprise par la



Lecture de la déclaration de Bujumbura par un participant

mise en place de structures adaptées à cette vision, les gestionnaires peuvent construire des entités de presse viables.

Les notions de bonne gouvernance et de transparence ont été jugées essentielles dans l'engagement des entreprises de presse à promouvoir les responsabilités éthiques, sociales et environnementales liées à la gestion de ce secteur d'activités de plus en plus concurrentiel. Sur ce dernier point, la Déclaration de Bujumbura souligne « l'impérieuse obligation » pour les médias traditionnels (Presse, Radio, télévision), considérés comme les « gardiens » du secteur, d'améliorer sans cesse la valeur de leurs supports au vu de « l'élargissement de l'espace communicationnel et informationnel ainsi que la prolifération d'acteurs qui s'ensuit ».

C'est dire combien le métier de journaliste ne consiste pas seulement à demander des comptes à autrui.

Gankama N'Siah



Rafraîchissez vous au
PRIX OFFICIEL
520 FCFA
 Prix officiel exigé par le Ministère du Commerce

DÉVELOPPEMENT

« L'électricité est l'investissement le plus stratégique que l'on puisse faire en Afrique », affirme Tony Elumelu

Le président du groupe Heirs Holdings – une société panafricaine d'investissements –, le Nigérian Tony Elumelu, pense que le manque d'électricité est le plus grand obstacle au développement de l'Afrique. Dans son communiqué du 11 juillet, il invite les entreprises africaines du secteur privé à prendre leur responsabilité pour créer les conditions d'un développement durable.

« L'ère de l'assistance se termine. Le type d'aide dont a le plus besoin l'Afrique, et qui devrait avoir la priorité, est l'aide à l'entreprise. Je suis convaincu que le secteur privé africain a le pouvoir de transformer le continent grâce à des investissements de capitaux sur le long terme, générant à la fois une prospérité économique et une richesse sociale. J'appelle ce développement "Africapitalisme", et sans aucun doute, il porte la plus grande promesse pour le développement durable de l'Afrique », relève Tony Elumelu. Souhaitant que ce modèle de développement du secteur privé soit suivi dans le monde, l'entrepreneur

et philanthrope nigérian s'est réjoui que les entreprises africaines aient décidé de s'impliquer dans ce secteur en finançant et en investissant en tant que partenaires. Selon lui, cette manière de faire prouve déjà que « l'Afrique affirme son rôle dans cette opportunité ».

Tony Elumelu s'est dit confiant quant au « nouveau dialogue »

et philanthrope nigérian s'est réjoui que les entreprises africaines aient décidé de s'impliquer dans ce secteur en finançant et en investissant en tant que partenaires. Selon lui, cette manière de faire prouve déjà que « l'Afrique affirme son rôle dans cette opportunité ».

« J'ai toujours pensé que si les politiques et l'environnement étaient adéquats, les investissements afflueraient en Afrique. Les investisseurs ont besoin de savoir que

« J'invite les grands dirigeants du monde comme le président Barack Obama à convaincre davantage de dirigeants africains que le développement par l'investissement nécessite des politiques plus favorables aux investisseurs »

Afrique/États unis lancé par le président Barack Obama, lors de sa récente tournée africaine, en vue de susciter des investissements dans ce secteur. Il a souligné que l'électricité était, de tout point de vue, l'investissement le plus stratégique qu'on puisse faire en Afrique. « Si on double notre capacité de production d'électricité, cela doublera le PIB de l'Afrique, et nous conduira vers une croissance durable, menée localement. Étant donné son importance écono-

mique, le secteur de l'électricité représente aussi une opportunité d'investissement attractive pour les investisseurs à long terme... », argumente Tony Elumelu.

Nestor N'Gampoula

FRANCOPHONIE

La nouvelle politique sera lancée à Brazzaville

Le nouveau plan d'action de la France visant la survie de la langue française en Afrique, dénommé « Cent mille professeurs pour l'Afrique », sera lancé au mois de septembre à Brazzaville.

En visite de travail au Congo, la ministre française déléguée auprès du ministère des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie, Yamina Benguigui, a fait l'annonce au cours d'un point de presse, le 10 juillet à la Case de Gaulle.

« Dans mon plan d'action de relance de la Francophonie en Afrique, j'ai proposé au président français un programme qui s'appelle "Cent mille professeurs pour l'Afrique". Ces professeurs sont avant tout des formateurs. Le programme vise à vulgariser la langue française en Afrique. Le financement a déjà été trouvé. C'est un programme que nous allons démarrer dès septembre, ici, au Congo. Je suis très heureuse de vous annoncer que ce programme se développera d'abord ici. Nous nous devons donc d'être très solidaires », a souhaité Yamina Benguigui.

La ministre française, qui dit à ce jour avoir parcouru 45 pays depuis son arrivée au gouvernement, s'est montrée critique sur l'ancienne politique de la France vis-à-vis de

l'Afrique. Pour elle, la France s'est détournée des continents émergents à partir des années quatre-vingt. Cette façon de voir les choses, a-t-elle expliqué, fait qu'aujourd'hui la Francophonie est en train de disparaître en Afrique.

« La langue française a décliné en Afrique pour diverses raisons. Nous n'avons pas mis les moyens pour son enseignement afin qu'elle survive. Depuis quelques années, l'Afrique connaît une progression fulgurante. On a vu des pays pauvres qui sont devenus riches et on voit aussi certains pays francophones qui changent de langue. Cela veut dire que la Francophonie est en train de disparaître », a martelé Yamina Benguigui.

La ministre française a rappelé que la nouvelle politique de la France en Afrique visait à ce que la France ne regarde plus les pays francophones de l'extérieur. « C'est ensemble, à hauteur d'hommes et à égalité, que nous devons défendre notre espace francophone. Parce que c'est aussi l'espace de demain. Il faut pour cela renforcer nos bases » a-t-elle conclu, soulignant que la langue française compterait huit cents millions de locuteurs en 2050, dont 80 % en Afrique.

Tiras Andang



LE SEUL DECODEUR POUR TOUS A 30 000 FCFA*

www.canalplus-afrique.com

* Prix valable au Bénin, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal et Tchad. ** Prix de vente conseillé en France. ** Prix de vente conseillé en Côte d'Ivoire. ** Prix de vente conseillé en République démocratique du Congo. ** Prix de vente conseillé en République centrafricaine. ** Prix de vente conseillé en République de Côte d'Ivoire. ** Prix de vente conseillé en République démocratique du Congo. ** Prix de vente conseillé en République centrafricaine.

ELECTRA 66 57 25 25**
BUROSTOCK 66 32 33 40**

CANAL+



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003/13 DU 9 JUILLET 2013 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE DE LA DEMANDE ET DE LA TARIFICATION DE L'ELECTRICITE EN REPUBLIQUE DU CONGO
9 juillet 2013.



Cette sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite à l'avis général de passation des marchés de ce projet du 11 février 2011 publié dans le Development Business.

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour le cofinancement du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre d'un contrat de service de consultants pour l'étude de la demande et de la tarification de l'électricité en République du Congo. La durée des prestations est de six (6) mois.

L'Unité de Coordination du Projet (UC-PEEDU), mise en place par le Gouvernement, a élaboré, en collaboration avec les services compétents du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, les présents termes de référence pour la sélection d'un consultant (firme) pour l'étude de la demande et de la tarification de l'électricité en République du Congo.

Les objectifs sont entre autres de :

- déterminer et proposer une grille tarifaire sur la base :
 - des coûts réels et des prix qui en découlent ;
 - de l'analyse et de la catégorisation de la clientèle ;
 - de la contrainte d'équilibre financier du secteur.
- circonscrire et mettre en perspective les besoins en électricité des populations en tenant compte de leurs contributions à la demande et à son développement, ainsi que faire des propositions de tranches ou de classes de tarifs qui tiennent compte de la faible capacité à payer des couches défavorisées selon des mécanismes de subventions croisées.
- définir les bases d'une bonne politique de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique.

Le coordonnateur de l'UC-PEEDU invite les candidats intéressés (firme) à manifester

leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter les dits services.

Le dossier de la manifestation d'intérêt comportera les renseignements suivants :

- les compétences du consultant (firme) pour la mission notamment les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité de l'expertise requise parmi le personnel-clé (l'indication de références techniques vérifiables en missions similaires « Expériences en termes d'études dans le domaine de l'électricité » (Liste des précédents clients : année, coût de la mission nom du représentant du Client) ;
- L'adresse complète du Consultant (localisation, personne à contacter, BP, téléphone, E-mail).

Un consultant sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, Edition de janvier 2011 ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du PEEDU sis au 2ème étage du Ministère du Travail et la Sécurité Sociale, ex Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics et aux heures suivantes : 9 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en Français et déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessus, au plus tard le vendredi 26 juillet 2013 à 14 heures précises.

Le Coordonnateur de l'UC-PEEDU
Maurice BOUESSO./



AVIS DE RECRUTEMENT

ADRH APAVE recrute pour les besoins de son client dans le secteur aéronautique:

UN RESPONSABLE GESTION DE LA SECURITE

PROFIL REQUIS POUR LE POSTE :

Le responsable gestion de la sécurité devra justifier :

- * D'une expérience pratique et d'une expertise dans l'application de normes de sécurité du transport aérien ;
- * De 5 ans d'expérience professionnelle appropriée, dont au moins 2 ans dans le transport aéronautique à un poste d'encadrement similaire ;
- * Une bonne connaissance de l'annexe à l'Arrêté n° 0731/MINT du 07.06.2005 de la République de Cameroun fixant les conditions d'utilisation des avions par une entreprise de transport aérien et toute procédure et exigence associées, notamment :
 - Les spécifications opérationnelles du détenteur du CTA,
 - Les parties pertinentes du manuel d'exploitation du détenteur du CTA.
 - D'une connaissance des systèmes qualité.

DIPLÔME :

Être ingénieur dans le domaine de l'aéronautique et/ou ingénieur qualitatif, ou justifier d'une formation équivalente acquise par l'activité professionnelle.

N.B: Les candidats doivent être ressortissants d'un pays membre de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine et Tchad)

Les candidats intéressés sont invités à postuler en ligne à l'adresse suivante: www.adrh-apave.com dans les meilleurs délais pour entretien par téléphone.

Pièces exigées : Lettre de motivation, CV, références professionnelles, certificat de nationalité, copies certifiées des diplômes et attestations.

UN RESPONSABLE DESIGNE DES OPERATIONS AU SOL

PROFIL REQUIS POUR LE POSTE:

Le responsable désigné doit avoir une connaissance approfondie du concept d'opérations au sol. Il devra justifier :

- * D'une expérience pratique pertinente et d'une expertise dans l'application des normes de sécurité du transport aérien et dans ses pratiques opérationnelles ;
- * De 5 ans d'expérience professionnelle appropriée, dont au moins 2 ans dans le transport aéronautique à un poste d'encadrement similaire ;
- * Une bonne connaissance de l'annexe à l'Arrêté n° 0731/MINT du 07.06.2005 de la République de Cameroun fixant les conditions d'utilisation des avions par une entreprise de transport aérien et toute procédure et exigence associées, notamment :
 - Les spécifications opérationnelles du détenteur du CTA,
 - Les parties pertinentes du manuel d'exploitation du détenteur du CTA.
- * D'une bonne connaissance des systèmes qualité, sécurité et sureté des opérations au sol.

DIPLÔME :

Ingénieur ou personnel équivalent ayant exercé dans le domaine de l'exploitation technique des aéronefs dans l'industrie du transport aérien.

ADRH APAVE Filiale de APAVE INTERNATIONAL

SA au capital de 550 000 000 F CFA - Registre de Commerce 021.763 Douala - N° Contribuable M129800008058L

Siège Social : 1174 bd du Pdt Ahmadou Ahidjo - Akwa - B.P. 129 Douala - Cameroun

Tél. : (237) 33 42 96 12 - 33 42 31 97 - 99 89 09 29 - 77 70 75 10 Fax : (237) 33 43 03 94 E-mail : adrh-apave@adrh-apave.com; satisfactionclients@adrh-apave.com

Local Technique, rue des palmiers Bonapriso-Douala Cameroun Tél : (237) 33 42 27 27 Bureau: Immeuble ALLIANZ, ancien AGF, 2ème étage - Face à la Maison de la Radio- BP 4012, Yaoundé - Cameroun

Tél. : (237) 22 20 35 10 Fax : (237) 22 20 35 08 E-mail : bureau.yde@adrh-apave.com

FESPAM

Le ministre de la culture rend hommage à tous ceux qui ont porté haut ce festival

À quarante-huit heures de l'ouverture officielle de cette fête de la musique africaine, Jean-Claude Gakosso a rendu hommage à tous les acteurs qui ont contribué à créer et à façonner l'âme du Festival panafricain de musique (Fespam). Parmi ceux-ci, les anciens commissaires généraux, et l'un des géniteurs, que le ministre a réunis dans son cabinet de travail, le 11 juillet.

Ils étaient tous-là, les anciens commissaires généraux du Fespam : Charles Tchicou (le premier commissaire général du Fespam), Jean-Luc Aka-Evy, Ferréol Constant Patrick Gassakys, Dieu-donné Moyongo (l'actuel) et Pascal Gayama, sachant et ancien secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). Un seul absent, mais excusé, à ces retrouvailles, Beethoven Germain Pella Yombo. Ce qui

s'est dit, certains l'ont déclaré à la presse à leur sortie d'audience. « Le ministre a voulu nous jeter un clin d'œil disant qu'il a trouvé un bébé quand il a pris ses fonctions comme ministre de la Culture et des arts. Il est aujourd'hui en train de pérenniser cet outil, donc d'entretenir ce bébé et comme un bébé a toujours des géniteurs, il a jugé normal de s'entourer de ceux qui se sont intéressés à ce bébé-

là, et ceci à la veille de l'édition de 2013. Je crois que comme thème de rencontre, c'était très touchant pour nous, et nous l'en avons chaleureusement remercié et lui avons manifesté notre disponibilité. Parce que dans le domaine de l'art, il n'y a jamais d'aboutissement. Ça commence quelque part d'une certaine manière et ça se perpétue d'une certaine manière aussi. »

Ancien initiateur, Pascal Gayama, a rendu hommage à certains de ses collègues ambassadeurs de la

d'être une manière d'exister. C'est cette problématique qui a guidé l'OUA. D'ailleurs les responsables de l'époque avaient compris que la musique était un des armes pour la libéralisation de l'Afrique et un outil de promotion de ses valeurs.

Le diplomate congolais a également précisé que le premier festival panafricain d'Alger en 1969, avait de ce point de vue, adopté un manifeste demandant de ne pas négliger les arts et la culture parce qu'il y va de l'existence, de

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE
 NUMERO D'ANNONCE : 010/2013
 OFFRE D'EMPLOI pour le poste d'Assistant en Informatique
 Grade du Poste : FSN-07 (Grille salariale des employés Locaux)
 DATE D'OUVERTURE: 12 Juillet 2013
 DATE DE CLOTURE: 26 Juillet 2013
 L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme universitaire en Informatique, une bonne maîtrise de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département Informatique. L'intéressé(e) sera responsable de la maintenance des serveurs, postes de travail, imprimantes, scanners, ordinateurs, matériel de diagnostic, logiciels et autres périphériques. Il/Elle s'occupera de la gestion du réseau Local. Expert technique, il/elle apportera son soutien et son assistance au Personnel dans tous les domaines de l'informatique (la programmation des bases de données, le traitement de texte, tableur...).

Les compétences et connaissances pratiques en anglais et en informatique seront testées.
 Pour de plus amples informations, concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet:
<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.
 Ou de contacter le Bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants:
 06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133 ou par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov
 Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
 AU:
 Management Officer
 U.S Embassy – Brazzaville, Boulevard Denis Sassou N'Guesso N°70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez)
 Baongo, Centre-Ville.
 Brazzaville, Republic of Congo
 Merci pour votre intérêt et Bonne chance!



L'ancien secrétaire général adjoint de l'OUA répondant à la presse

République du Congo à Addis-Abeba qui ont été très efficaces dans l'initiation qui a conduit à la création du Fespam. Certains ne sont plus de ce monde tels que Victor Némy et Norbert Ngoua. Interrogé sur la place qu'occupe la musique dans la société, Pascal Gayama a affirmé qu'au même titre que toutes les ressources, minières, agricoles et autres, la musique ne doit pas être négligée car elle peut nourrir l'Afrique et les Africains. Il n'y a pas longtemps sous d'autres cieux, on a parlé d'échanges entre Europe et États-Unis avec au centre « l'exception culturelle ». Cela veut dire que si jamais les Africains laissent périr ou mourir une telle ressource, ils n'auront plus de personnalité, parce que la culture, c'est d'abord l'homme, la personne qui l'a produit, avant

la libération des Africains. « Si vous vous laissez envahir par la culture et les arts des autres, c'est que vous vous laissez anéantir vous-même. Et c'est ce qui se passe partout. Heureusement que la musique d'aujourd'hui, c'est-à-dire la musique moderne est d'essence africaine. Non seulement que ceux qui la produisent le mieux ce sont des gens d'ascendances africaines, qu'ils soient aux Amériques ou en Europe, mais aussi parce que ceux qui s'en inspirent trouvent leur inspiration justement de l'Afrique. »

Des propos ponctués par une série d'interrogations auxquels pourront répondre les participants au symposium scientifique dont la mission est de cogiter sur l'avenir de la musique africaine.

Bruno Okokana

ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.SA

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

MBOTE!

Vous faites partie des privilégiés

PROGRAMME MBOTE

www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo) + 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com

TERRITOIRE DE SHABUNDA

Un groupe armé empêche la réhabilitation d'une route

Les travaux de la route Kigulube-Isezya, située au Sud-Kivu, ont été interrompus pour la quatrième fois depuis le début de l'année. La situation est due, selon le Bureau onusien pour la gestion de l'aide humanitaire (Ocha) à des injonctions des éléments Raiya Mutomboki demandant aux agents de l'Office des routes, partenaires du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets, d'immobiliser tous les engins affectés à cette réhabilitation et de quitter la zone.

La source a noté que cette route

se trouve dans une des zones prioritaires pour la communauté humanitaire du Sud-Kivu. Et le Territoire de Shabunda est l'un des plus inaccessibles de la province suite au délabrement des routes.

Nord-Kivu : plus de onze mille personnes bénéficient d'une assistance en articles ménagers essentiels

Quelque onze mille personnes déplacées, retournées et des familles d'accueil dans le sud du Territoire de Lubero ont bénéficié, du 26 juin au 8 juillet, d'une assistance en articles ménagers essentiels distribués

par le Conseil norvégien pour les réfugiés.

Cette action se situe dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de populations. Les localités concernées sont des zones mixtes de déplacements et de retour ayant accueilli des déplacés et des retournés en provenance des territoires de Rutshuru et Lubero.

Ituri : plus de deux mille cinq cents réfugiés ougandais dans le Territoire d'Aru

Plus de deux mille cinq cents réfugiés ougandais sont arrivés au cours de deux dernières semaines dans la localité d'Oyo

dans le Territoire d'Aru, en Ituri, en province orientale.

Ocha, citant les autorités locales, a noté que ces personnes, ayant fui des affrontements intercommunautaires dans le district d'Arua, en Ouganda, vivent dans des familles d'accueil et ont besoin d'assistance en abris, eau, hygiène, assainissement et vivres.

Selon cette source, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) évalue actuellement la situation pour déterminer si ces réfugiés vont rester plus longtemps ou pas. L'institution onusienne, en

concertation avec le Programme alimentaire mondial, planifie une assistance en articles ménagers essentiels et en vivres.

Par contre, plus de deux mille six cents autres réfugiés rwandais ont été rapatriés du Nord-Kivu depuis le début de l'année. Au cours du premier semestre 2013, le HCR a facilité et accompagné deux mille six cent quatre-vingt-dix réfugiés rwandais dans le cadre du rapatriement volontaire. Selon le HCR cité par Ocha, environ cent vingt-sept mille réfugiés rwandais vivent actuellement en RDC.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

La localité de Kamango sous la botte de l'ADF/Nalu et des islamistes Al-Shabaab

L'objectif de la coalition militaire est de prendre la ville de Beni à défaut d'occuper tout le territoire du même nom.

La localité de Kamango située à près de 80 km de la ville de Beni, au Nord-Kivu, a été le 11 juillet le théâtre d'affrontements entre les rebelles ougandais de l'ADF/Nalu et les Fardc. Lourdemment armés, les rebelles ougandais et leurs alliés au nombre desquels figurent les miliciens Maï-Maï et les terroristes du groupe islamiste somalien Al-Shabaab ont occupé cette localité de longues heures après y avoir délogé les forces loyalistes. Les assaillants, à en croire des sources sur place, ont semé la terreur dans cette localité en soumettant ses habitants à leurs fantasmés bellicistes. Ils se sont comportés comme en terrain conquis obligeant la population locale à trouver refuge dans la forêt. Aucune trace visible des éléments Fardc qui, d'après des sources, n'ont pu opposer une résistance face à l'arsenal militaire important déployé par les assaillants. Le chef de groupement de Bawisa, sa femme et ses enfants, le commandant de la police locale ainsi qu'un animateur de la radio communautaire de Watalinga ont été pris en otage, apprend-on. Contrairement aux assurances des assaillants qui soutiennent s'être retirés de Kamango, les officiers des Fardc basés à Beni déclarent poursuivre les combats jusqu'à leur neutralisation complète. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que les terroristes islamistes d'Al-Shabaab ont participé à

cette opération militaire. Le fait que certains de ces assaillants se sont exprimés en swahili ou en arabe et ont arboré des soutanes comme tenue militaire a suffi pour renforcer des convictions à ce sujet.

Tirant la sonnette d'alarme sur une attaque imminente du territoire de Beni, le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku avait, en son temps, appelé la communauté internationale et le gouvernement à se mobiliser pour éviter l'expansion du terrorisme dans la région. « *Si le terrorisme s'installe dans la région, ça sera très dangereux pour la vie de nos populations* », a-t-il plaidé tout en appelant l'armée et la Monusco à la vigilance. La présence terroriste à Beni et ses environs inquiète et ce qui s'est passé, le 11 juillet, est un cas d'illustration de ce que risque de connaître ce coin de la République dans un avenir proche si rien n'est fait. L'objectif de cette coalition rebelle est de prendre la ville de Beni à défaut d'occuper tout le territoire du même nom. Al-Shabaab (Jeunesse, en arabe), faut-il le rappeler, est un groupe islamiste somalien qui milite pour l'instauration de la charia. Soupçonnée d'entretenir des liens forts avec la direction centrale d'Al-Qaïda au Pakistan, elle a été placée sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis en février 2008.

Alain Diasso

ENJEUX DE L'HEURE

L'opposition exige un dialogue politique

Les concertations convoquées par le président de la République sont jugées non conformes à la résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'Accord-cadre.

Au terme de son conclave, le 11 juillet, l'opposition a clairement dit sa désapprobation des concertations récemment convoquées par le président de la République parce que jugées contraires à la résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Elle opte plutôt pour un dialogue politique à organiser sous l'égide de l'ONU et dont la mission sera notamment de débattre sur les problèmes sociaux des Congolais, les violations massives des droits de l'homme et la formation d'une armée nationale. Pour les forces politiques de l'opposition, la présence de l'abbé Malu Malu à la présidence de la Céni suscite

beaucoup de suspicions et, par conséquent, n'inspire pas confiance. Ce qui justifie la décision de ne pas reconnaître l'actuel bureau de l'institution en charge de l'organisation des élections en RDC qui serait dépendante de majorité présidentielle. L'opposition en veut pour preuve, le mandat de l'intéressé aux pourparlers de Kampala comme représentant du gouvernement congolais. Cependant, d'une manière générale, la lecture des résolutions du conclave de l'opposition politique, tenue du 6 au 11 juillet, a laissé un goût d'inachevé dans l'assistance. Certaines grandes décisions attendues ont été prises à demimot et d'autres renvoyées à une date ultérieure. C'est le cas de la question liée à la désignation du porte-parole de l'opposition qui a été confiée à la nouvelle coordination mise en place. L'opposition a également dénoncé la présence

de l'abbé Malu Malu à la tête du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et a, par conséquent, exigé la reconstitution de ladite institution en se basant sur l'égalité de la représentation de chaque composante. En même temps, elle a entretenu le flou en ne précisant pas si ses représentants à la Céni devaient continuer à siéger ou pas. Quant à une quelconque tentative de réviser l'article 220 de la Constitution, les forces de l'opposition n'y adhèrent pas et en appelle à la vigilance du peuple congolais. À cet effet, il a été décidé de mobiliser la population à travers le slogan « Touche pas ma constitution ». Aussi les résolutions du conclave se sont-elles prononcées contre l'idée d'une transition ou d'un gouvernement d'union nationale dont l'objectif est de prolonger le mandat des institutions en place.

Jeannot Kayuba

SANTÉ INFANTILE

Lancement à Mbuji-Mayi des journées nationales de vaccination

L'opération a eu démarré, le 11 juillet, dans la ville de Mbuji-Mayi en province du Kasai-oriental.

À Kinshasa, le lancement a eu lieu dans la maison communale de Matete. Ces journées nationales de vaccination concernent tous les enfants âgés de moins de cinq ans vivant sur toute l'étendue du territoire national.

Du 11 au 13 juillet, les enfants seront vaccinés contre la poliomyélite. De ce fait, ils recevront deux gouttes de vaccin polio oral. En plus, ils vont être supplémentés en vitamine A et déparasités au mebendazole. Cette campagne revêt une particularité : les enfants seront enregistrés à l'état civil. Il est donc demandé à tout parent d'aller faire enregistrer les en-

fants gratuitement. Cette campagne intervient au moment où la RDC vient de fournir de grands efforts qui ont fait qu'elle ne soit plus citée parmi les pays pourvoyeurs de la poliomyélite. C'est depuis plus de dix-huit mois que le pays n'a pas enregistré un cas de polio virus sauvage. Et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans une correspondance adressée au ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a fait savoir que la RDC vient d'être effacée de la liste de pays-polio. Ce qui est une fierté pour le pays mais de l'avis du ministre de la Santé publique, la RDC ne doit pas se fro-

ter les mains, elle doit plutôt multiplier des efforts avec l'appui de ses partenaires pour réellement éliminer cette maladie invalidante de l'enfance. Car l'on se souviendra que de 2000 à 2005, la RDC avait éliminé la poliomyélite. Malheureusement, c'est en 2006 que le virus sera réintroduit au pays en provenance de l'Angola. Depuis lors de cas de poliomyélite ont été enregistrés à travers tout le pays. Mais depuis 2011, aucun cas n'a été notifié. L'on pense que cet élan sera maintenu pour que cette maladie puisse être totalement éliminée du pays.

Aline Nzuzi

COOPÉRATION

Un soutien de la France aux projets du PAM en RDC

Les petits producteurs de l'Équateur et les victimes des conflits armés localisés tant au nord qu'à l'est de la RDC en sont les principaux bénéficiaires.

La ministre déléguée de la France en charge de la Francophonie, Yamina Benguigui, et le représentant-pays du Programme alimentaire mondial (PAM) en RDC, Martin Ohlsen, ont signé à Kinshasa le 10 juillet deux conventions de financement pour un montant total de 700 000 euros (soit près de 920 000 USD). Ces conventions concernent deux projets distincts, mis en œuvre par le PAM dans la province de l'Équateur et à l'est du pays (Sud-Kivu, province orientale).

Il s'agit du projet « Achat pour le progrès » (P4P) destiné aux petits producteurs de la province de l'Équateur. Celui-ci est l'un des outils innovants que le PAM a mis en place en partenariat avec la FAO, la SNV et Oxfam, pour la relance de la production et la redynamisation du commerce des denrées agricoles en connectant les petits producteurs aux marchés. L'objectif dudit projet est d'aider les petits producteurs à accroître leurs revenus en leur permettant d'augmenter leur produc-

tion et en veillant à la qualité des produits agricoles.

Pour ce premier projet, la FAO fournit aux producteurs les intrants agricoles (semences, outils aratoires et unités de transformation) et assure la formation en techniques agricoles ainsi que le suivi de proximité tandis que le PAM assiste les bénéficiaires dans les opérations de stockage, de transport, aide à la réhabilitation des routes et met en lien les producteurs et les commerçants pour l'écoulement local des produits agricoles. Le PAM se constitue en acheteur en dernier ressort.

Le second projet concerne les victimes des conflits armés localisés tant en Équateur et que dans l'est de la RDC. Au nord du pays, l'afflux massif de réfugiés centrafricains dans la province de l'Équateur et en province orientale a engendré une crise humanitaire importante. Ces deux provinces reçoivent depuis décembre 2012 un afflux de réfugiés centrafricains fuyant les affrontements armés entre l'armée centrafricaine et la coalition rebelle de la Séléka. La prise du pouvoir par la Séléka le 23 mars a encore provoqué une nouvelle

vague de réfugiés et, selon le HCR, leur nombre s'élevait au 5 mai à 38 438 dont 31 933 dans la seule province de l'Équateur.

Par ailleurs, les tensions qui agitent l'est de la RDC ont provoqué depuis un an une augmentation du nombre de personnes déplacées. Avec 702 093 déplacés, le Sud-Kivu concentre le plus de déplacés internes derrière le Nord-Kivu. Selon Ocha, cette province compte 52 600 nouveaux déplacés depuis le début de l'année. Dans les cas du nord et de l'est de la RDC, les populations déplacées connaissent un équilibre nutritionnel précaire. À cet égard, le PAM, soutenu notamment par la France, s'est fixé pour objectif de fournir une consommation alimentaire adéquate aux réfugiés centrafricains ainsi qu'aux nouveaux déplacés de la province du nord et du sud Kivu pendant la période d'assistance. Dans ce cadre, l'aide apportée par la France au PAM bénéficiera, sur une durée de six mois et pour un montant total de 500.000 euros, à 5 250 victimes des conflits armés, dont 2 250 déplacés internes au Sud-Kivu et 3 000 réfugiés centrafricains en Équateur.

Jeannot Kayuba

HUMOUR

Didier Besongo fait ses débuts en comédie

En one-man-show dans « Les rescapés de la fin du monde », au Centre Wallonie-Bruxelles le 10 juillet, le jeune artiste présentait au public le spectacle qu'il jouera au festival Tuséo, le rendez-vous international du rire à Brazzaville.

Sur les planches de la Salle Brel, Didier Besongo, alias 2BB, s'est donné en spectacle sans retenue. Trouver le moyen de faire rire à tous les coups semblait le maître mot du peintre qui s'est découvert un talent pour la comédie. La gestuelle très souvent en renfort au discours qu'il voulait drôle complétait le tableau plus ou moins sympathique déjà offert par le personnage lui-même.

S'il est plus facile de s'offrir le rire d'amis et autres familiers, il n'en est pas aussi certain pour le reste du monde, comme en a fait l'expérience le comédien. Le public hétéroclite qui s'était donné rendez-vous pour un moment de détente à Wallonie-Bruxelles restait à convaincre et ce n'était pas gagné d'avance ! Jugé moyen par plusieurs, quoique applaudi par certains, le solo de 2BB demande à coup sûr à être peaufiné. Pour d'aucuns, il est apparu qu'à bien des moments, le propos manquait de consistance et de cohésion. Et,



Didier Besongo sur les planches du Centre Wallonie-Bruxelles

à certains même de se demander si pour qu'une salle soit hilare, verser dans la vulgarité est un absolu incontournable. L'humour, bien que pas toujours sain, n'a pas manqué dans « Les rescapés de la fin du monde ». Sur ce point, l'artiste a fait preuve d'une imagination assez débordante et cela a réussi à plaire. Le parallélisme offert entre l'époque de l'indépendance fraîchement acquise et l'époque contemporaine où le Congolais vit à l'heure des nouvelles technologies était le fil conducteur du spectacle. L'introduction un peu tirée par les cheveux de 2BB lui a fait manquer son début. Pas comique

du tout et d'un humour assez doux, l'amorce a rendu le décollage assez lourd. Encore novice dans ce registre, le comédien qui se destine à une grande carrière d'humoriste a bien du chemin à faire et a le mérite de l'avoir commencé.

L'atelier d'échanges animé par l'humoriste gabonais, Omar Defunzu, en marge du festival Toseka a été d'un apport important pour le premier spectacle de DBB produit par le Collectif Sadi. En effet, écrit voilà un an et joué en première chez Les Béjarts à Bandal en juin, Les rescapés de la fin du monde et son auteur font leurs premiers pas sur la scène. Administrateur du Collectif Sadi et à la base artiste peintre, 2BB s'essaye allégrement à la pratique de l'humour. Il a choisi de délaissé un temps son pinceau pour l'amour des planches et compte parmi les neuf membres de la « Sexion des sots ». Créé de fraîche date par les bénéficiaires de la formation offerte par Omar Defunzu à la suite de l'atelier organisé en marge du festival international d'humour de Kinshasa, Toseka, le collectif de jeunes humoristes amateurs en quête de professionnalisation entend bientôt s'affirmer sur la scène.

Nioni Masela

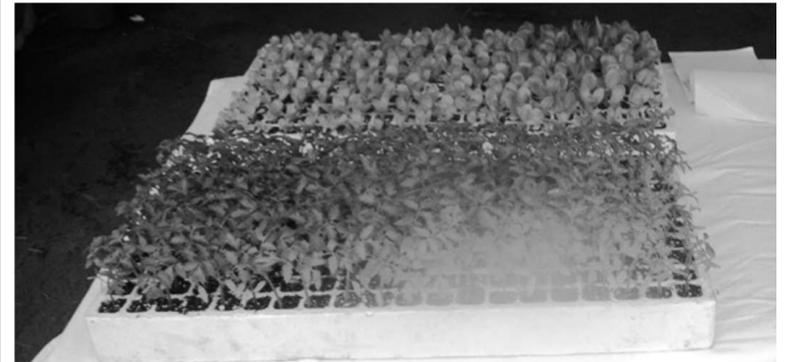
AGRICULTURE

Plus de pragmatisme dans la relance du secteur

On n'en a pas fini de parler des « Portes-vertes » d'IBI-Village tant les acteurs de terrain, une trentaine exactement à faire le déplacement du site aménagé sur une forêt artificielle de cinquante-cinq hectares au Plateau des Batéké, ont profité de l'évènement unique en son genre pour réfléchir sur l'avenir de l'économie verte menacée de disparition quoiqu'il y ait des discours volontaristes des autorités congolaises.

mande même des semences pour les pépinières. « Nous avons reçu du monde, il y a donc un intérêt. Il y a eu des professionnels, des investisseurs futurs mais aussi des étudiants », a révélé l'exposant.

Même intérêt constaté au niveau des banques du pays. Raw Bank, Biac, Procrédit et BAO ont rehaussé de leur présence le festival rural organisé à plus de 100 km du centre-ville, donc loin de leurs partenaires traditionnels. « Procrédit finance



Forte affluence autour d'une pépinière de Kitoko Food

Parmi les exposants, il y a eu le troisième producteur du secteur avicole de Kinshasa : la société Congo Poultry. Selon les tout derniers chiffres, sa ferme située à Maluku, dans la périphérie de Kinshasa, aurait atteint une production de 160000 poules, soit 20% de la production kinoise. La plus grosse part étant détenue par Mino Congo, soit 45% du marché. La production d'œufs de Congo Poultry serait de 120000/jour, soit 4000 plateaux/jour. Mais la concurrence y est rude. En mai 2013, Socimex, un des trois principaux importateurs, aurait importé environ 1312 cartons d'œufs. Les principales provenances des œufs importés sont l'Ukraine et le Brésil. À ce stade, il n'y a pas moyen d'évaluer la quantité globale importée à Kinshasa. Outre la réduction des importations, les efforts à engager doivent concerner aussi l'exportation des produits et sous-produits ainsi qu'une meilleure préparation des sous-produits dont la charcuterie et autre conserverie. Toutefois, il existe malgré tout un intérêt grandissant pour les produits locaux. La Minoterie de Matadi qui fête ses quarante ans produit la farine de manioc emballée, communément appelé « fufu ». « Lors des portes-ouvertes, nous avons vendu énormément du fufu. En une journée, nous avons écoulé quarante-huit sachets d'un kg et plusieurs sacs de 5 kg. Quelqu'un a acheté 25 kg du coup », a expliqué un des vendeurs. Plus loin, Kitoko Food, société opérationnelle depuis une année à N'Sele avant son déploiement en provinces, produit les semences, pesticides et engrais. Elle recom-

des PME du secteur qui ont obligatoirement une expérience. Il faut nécessairement avoir une activité qui puisse soutenir le crédit. Nos taux sont flexibles. Pour les montants au-delà de 10000 dollars américains, nous exigeons un certificat d'enregistrement. Mais la vraie garantie est votre propre comportement. Nous procédons aussi à une évaluation de vos propres capacités », a insisté le représentant de cette banque. À en croire la Fédération des entreprises du Congo, les capitaux bancaires disponibles ne représentent que 20 milliards de dollars américains, une goutte d'eau au regard des besoins du marché. Les perspectives de développement de l'économie verte en RDC exigent une mobilisation générale de la société. Nombreux sur le site, les étudiants ont jugé pareille initiative comme un cadre approprié pour aborder les vrais problèmes. « Dans ce cadre, nous avons vu un système agro-forestier mis en place dans une savane. Derrière ce système, il y a plusieurs fins, notamment la lutte contre les changements climatiques. Cette même activité doit se répéter plusieurs fois l'an et non une seule fois. Il faut plus de conférences pour encourager le dialogue entre les acteurs de terrain. Nous devons faire un inventaire des problèmes qui se posent à notre agriculture », a expliqué un étudiant. Il revient aussi à la presse de susciter un grand débat sur les enjeux. Une bonne note pour Les Dépêches de Brazzaville figurant parmi les exposants et partenaires des portes-ouvertes d'IBI-Village.

Laurent Essolomwa

FESTIVAL INTERNATIONAL DES ÉTOILES

Ismaël Lô et JB Mpiana parrains de l'évènement

C'est sous cette noble étiquette que les deux stars animeront la 6e édition du rendez-vous culturel panafricain prévu du 10 au 17 août au Parking du Grand Hôtel de Kinshasa à l'instar de Manu Dibango et Koffi Olomide l'an dernier.

La nouvelle tient à une annonce personnelle du président du comité organisateur du Festival international des étoiles (Fiet), Serge Kayembe, faite dans les détours du lancement de la campagne Fiet 2013 opéré le 8 juillet au Level Kinshasa Club-Lounge du Grand Hôtel. Cette année donc, « Les étoiles célèbrent la paix pour un Congo sans viol et

sans sida ». Ismaël Lô et JB Mpiana seront les premiers à donner le ton. Choisis pour faire office de parrains du prochain Fiet, les interprètes de « Jammu Africa » et de « Feux de l'amour » sont investis d'une charge humanitaire. Ils auront dès lors le devoir de sensibiliser les mélomanes sur cette thématique pleine de sens qui ne devrait pas rester un slogan creux.

Aux dires de son initiateur et président, le 6^e Fiet se veut une célébration qui tient compte et cadre avec le contexte sociopolitique de l'est de la RDC dont nul ne peut faire fi. Aussi une collecte de fonds est-elle prévue

lors de l'évènement au bénéfice de femmes vivant dans une des contrées des Kivu victimes des affres de la guerre. Une modeste contribution qui devrait permettre leur « réinsertion sociale », espère Serge Kayembe.

Le Fiet 2013 revient là où il a fait ses premiers pas en 2004. Le Grand Hôtel de Kinshasa (GHK), a rappelé Serge Kayembe, avait abrité 1er Fiet qui, à l'époque s'était résumé à une soirée unique. Le cadre huppé de la ville ouvre à nouveau ses portes à l'évènement qui, pour cette fois, s'étendra sur huit jours. C'est dans son parking que sera établi le village

culturel du Fiet érigé au milieu d'une cinquantaine de stands. Un aménagement adéquat est prévu pour la tenue d'un marché des arts et de la culture. De quoi permettre au 6^e Fiet d'assurer, par le biais de diverses expositions, la promotion d'un large éventail d'artistes et de leurs œuvres.

Le Fiet ne tiendra pas qu'aux activités organisées dans son village dont l'accès restera gratuit pour les enfants âgés de 0 à 7ans. En effet, quatre jours durant, soit du 12 au 15 août, se tiendra un symposium dans le Salon Lubumbashi du GHK. Le comité scientifique de ces as-

sises, coordonné par le Pr André Yoka, constituera un panel d'orateurs qui s'épanchera sur «L'apport de la culture pour un Congo en paix, sans viol et sans sida ». Et la cerise sur le gâteau, ce sont les spectacles prévus en fin de programmation, soit les 16 et 17 août. Le Fiet entend finir en beauté avec les divers shows de son dernier week-end. Un avant-goût de ces soirées à venir a été donné à la presse au travers de la prestation assurée par Marcos Tempo à l'occasion du lancement de la campagne du Fiet 2013.

Nioni Masela

Football-transfert

Lelo Mbele signe à Petro Atletico en Angola

L'international congolais Blaise Lelo Mbele a signé, le 10 juillet, avec le club angolais Petro Atletico de Luanda un contrat d'une année et demie. Arrivé à Luanda pour Benfica de Luanda en provenance de MC Alger (Algérie), le joueur congolais a rejoint Petro Atletico après des négociations non abouties avec Benfica. «Beaucoup de clubs me courraient et c'est Petro qui m'a proposé un bon montant. Je suis surpris par la beauté des stades trouvés ici en Angola. Ils ont mis des moyens pour ça. J'ai trouvé des joueurs des différentes nationalités, je ne m'y attendais pas. Le football angolais évolue vers un niveau supérieur. Nous (Congois) risquons d'être surpris à la longue, si rien n'est fait chez nous», a-t-il déclaré sur Radio Okapi. Au championnat angolais de

première division (Girabola), il rejoint d'autres internationaux congolais comme Mbala Mbuta Biscote, Matumona Zola Rumm, Mbayo Kibemba Syla, Milambo Mutamba, Kabamba Musasa, et aussi des joueurs comme Ilonga Ilofo, Abengeya Sozaïs. Le championnat angolais est depuis quelques années une sorte d'eldorado pour les footballeurs congolais. Ancien de V.Club, Lelo est un véritable globe-trotter, ayant évolué en Afrique du Sud, en Tunisie, en Arabie Saoudite, au Soudan, en Libye, au Koweïth, en Turquie et en Algérie, et même en Malaisie où il a fait une petite pige. Le revoilà en Angola.

Granddi Ngoyi proche de Palerme en Italie

Le milieu défensif international congolais Granddi Ngoyi de Troyes qui est relégué en L2 française pourrait évoluer la saison à Palerme en série B italienne (D2) la saison pro-

chaine. Les négociations en cours entre Troyes et Palerme sont sur le point d'être conclues, apprend-on. Ngoyi (25 ans) devrait être laissé libre par Troyes en 2015, à la fin de contrat. Formé au Paris Saint-Germain et passé par Clermont, Brest et Nantes, il a fait une saison exceptionnelle à Troyes, même si ce club est retourné en L2. C'est fort de cette prestation qu'il a tapé dans l'œil des recruteurs du club sicilien. Granddi Ngoyi avait été rappelé dans la sélection de la RDC, le pays de ses origines, par l'ancien sélectionneur Patrice Neveu lors du match la RDC contre l'Égypte perdue, en mai 2008 au Caire, par un but à deux, avec une somptueuse ouverture du score sur coup franc d'Ilunga Hérita. Mais il n'était pas entré en cours du jeu. Et depuis, Granddi Ngoyi n'a pas répondu aux convocations des Léopards de la RDC.

Martin Enyimo

CHAN 2014

Les Léopards de la RDC contre les Diables Rouges

Le sélectionneur de la RDC, A' Santos Muitubile, a renforcé son groupe avec Trésor Mputu et Joël Kimwaki de Mazembe, et Kabengele Nzadi (Elima), Pembele Mukanisa Reagan et Kamba Kingombe (Don Bosco).



Les Léopards locaux de la RDC

Les vingt-six Léopards locaux de la RDC affrontent, le 28 juillet, à Dolisie les Diables Rouges du Congo Brazzaville en match retour du dernier tour des éliminatoires de la 3^e édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) prévu pour 2014 en Afrique du Sud.

Au match aller le 7 juillet au stade des Martyrs de Kinshasa, les poulains du sélectionneur Santos Muitubile venaient à bout des Congolais de Brazzaville amenés par le sélectionneur Barthélemy Gatsondo par deux buts à un. Kabamba Mukundji et Éric Bokanga Musau inscrivaient les deux buts des Léopards. L'unique but des Congolais a été l'œuvre de Moubio à la 28^e minute.

Et pour le match retour, Santos Muitubile a convoqué vingt-six joueurs. Il s'agit des gardiens de but Lomboto Hervé (V.Club), Kalambay Katembwe Auguy (Sanga Balende) et Kaninda Tshini (Dragons) ; des défenseurs Djo Issama Mpeko (V.Club), Ebunga Simbi Saoulé (V.Club), Yarnick Bangala Litombo (Daring Club Motema Pembe), Bobo Ungenda Mu-

M.E.

49^e COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

MK lamine Pétro Sport à Boma

Le club tuteuré par Max Mokey a passé quatre buts au club de la ville pétrolière de Muanda. MK prend de fait la première place du site.

La deuxième journée de la phase qualificative de la 49^e édition de la Coupe du Congo de football a vécu, le 9 juillet, au stade Socol de Boma. À cet effet, le FC MK de Kinshasa a supplanté Petro Sport de Muanda par quatre buts à zéro. C'est la deuxième victoire de cette formation évoluant à l'Entente provinciale de football de Kinshasa sur le site de Boma ; en première journée, les protégés de l'homme d'affaires Max Mokey

Nzangi avaient eu raison des joueurs de Vutuka de Kikwit par un but à zéro. Dans l'autre match de ce groupe, Vutuka s'est ressaisi après la déconfiture de la première journée en battant l'équipe de Babeti ya Sika de la province de l'Équateur par un but à zéro. Au classement, FC MK est donc premier avec six points, suivi de Vutuka qui en compte trois.

La deuxième journée a continué le 10 juillet au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi et à Bukavu au Sud-Kivu entre FC Groupe Bazano de la province du Katanga et Tout violent Tshipepele du Kasai occidental. Et à Bukavu, Capaco de Butembo devrait affronter Bu-

kavu Dawa. Pour rappel, dix clubs sont en compétition sur trois sites, à savoir Mbuji-Mayi avec trois clubs (AS Bantous, FC Groupe Bazano et TV Tshipepele), Boma avec quatre clubs (Pétro Sports, AS Vutuka, MK et Babeti ya sika) et Bukavu avec trois (Capaco, Bukavu Dawa et AS Nika). Les matchs se jouent en aller et retour et les premiers de trois poules accèdent en phase finale prévue pour les 22 et 24 juillet à Boma dans la province du Bas-Congo. La finale se jouera le 27 juillet à Boma et le vainqueur se qualifiera pour la Coupe de la Confédération.

M.E.

UNICEF

Marianne Flach plaide pour la promotion de la culture autochtone

Arrivée au terme de son mandat au Congo, Marianne Flach a rendu visite au ministre congolais de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, le 10 juillet.

Après quatre ans passés en République du Congo, la représentante de l'Unicef est venue non seulement faire ses adieux au ministre, mais aussi évoquer avec lui un sujet important : la protection des peuples autochtones.

En 2007, un plan a été élaboré pour la période 2009-2013. Un autre plan de cinq ans, de 2014 à 2018, est en cours d'élaboration. L'Unicef associe tous les partenaires à ce plan. Le Congo en premier lieu, qui travaille avec les peuples autochtones, le système des Nations unies, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les peuples autochtones eux-mêmes. Diverses actions ont été menées avec les peuples autochtones. Mais cette fois, l'Unicef a souhaité qu'elles soient mieux coordonnées pour éviter les redondances, qu'elles

soient complémentaires et que la loi sur la protection des peuples autochtones soit mise en œuvre.

Le rôle du ministère de la Culture à l'égard des Autochtones

« Je pense que le ministère de la Culture et des Arts a un rôle important à jouer dans le respect de la culture autochtone. C'est mentionné dans la loi de protection des peuples autochtones. Cela va de soi, si on veut aider les peuples autochtones, on doit aussi respecter et promouvoir leur culture. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre d'appuyer l'élaboration de ce plan », a-t-elle déclaré avant d'ajouter : « Le travail va commencer en septembre. Il y aura des plans au niveau de certains départements, ensuite un plan national sera développé. Plusieurs ministères vont travailler avec les Nations unies sur le leadership de l'Unicef et avec le ministère des Affaires sociales sur cette question. Mais le ministère de la Culture et des Arts a un rôle important à jouer. »



Marianne Flach gardera un souvenir inoubliable du Congo où, avec le gouvernement, l'Unicef a avancé dans de nombreux domaines, comme la Loi de protection de l'enfant congolais, la Loi de protection des peuples autochtones, unique en Afrique, qui sera certainement reprise par d'autres pays africains.

Jean-Claude Gakosso a invité Marianne Flach à assister à la cérémonie officielle d'ouverture du

Festival panafricain de musique (Fespam) pour lui faire partager une dernière fois la plus belle fête de la musique en Afrique avant son retour sur le continent américain.

Le Congo pourrait atteindre les OMD 4 et 5

Pour la représentante de l'Unicef au Congo, les avancées ont été significatives pendant ces dernières années en ce qui concerne la santé maternelle et des enfants

de moins de cinq ans. L'Unicef a mené deux enquêtes démographiques et de santé, en 2005 et en 2011, et le gouvernement en a également réalisé une. La comparaison des données a mis en évidence la baisse de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, ce qui donne bon espoir que les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 4 et 5, focalisés sur le taux de mortalité, soient atteints.

« C'est un acquis important pour le Congo. Il faut maintenant poursuivre la lutte contre les maladies qui tuent le plus les enfants, à savoir : le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires. Avec tout ce qu'on a mis en œuvre ensemble, le gouvernement, les agences des Nations unies qui travaillent dans le domaine de la santé, notamment l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations unies pour la population, j'ai bon espoir que le Congo atteigne les OMD 4 et 5. Ce serait une très belle réussite pour le Congo », a-t-elle souligné.

Bruno Okokana

COUPE D'AFRIQUE DE HANDBALL - OYO 2013

57 Diables rouges présélectionnées dans les deux versions

La Fédération congolaise de handball (Fécohand) a publié la liste des joueuses présélectionnées, qui entameront, le 22 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, la campagne de préparation des Championnats d'Afrique cadets et juniors qui se dérouleront au mois d'août au gymnase d'Oyo.

La fédération a également procédé à la nomination des entraîneurs qui conduiront les Diables rouges dans cette compétition. Michel Kaya a été désigné entraîneur principal de l'équipe cadette. Il a pour adjoint Victor Matené. Chez les juniors, la Fécohand a fait confiance à Simon Badénika, associé à Jacques Nzaba.

La liste des joueuses présélectionnées

Les 27 Diables rouges cadettes :

Tié-Tié sport : Ruth Mahoudi, Claude Poudi, Clarisse Josephine Houmba ;
Patronage de Pointe-Noire : Rach Biteki, Merveille Badiata, Christella Malonga, Milchera Pandi ;
Espérance (Bouenza) : Grâce Nzoussi Bimbeni et Rosine Toulounga ;
Asel : Carole Lazota et Magdala Kipala ;
Patronage de Brazzaville : Marise Likibi et Léance Batantou ;
Banko Sport : Belvina Mouyamba et Bénicia Bahouanassoni ;
Munisport : Danick Ondongo, Espérance Eyema Ndoko, Divine Balou Bouanga, Lafleur Ngoukou et Grâce Loumbou ;
Cara : Alicia Kouamba, Alla Balandidi et Lin-

goulou ;

Étoile du Congo : Mariame Akaradiawé, Oniche Itoua et Leck Ngangoué ;
Interclub : Vanie Bitsoumanie

Les 30 Diables rouges juniors

Gardiennes : Antoinette Mangouomo (Asel), Crichina Itoua (Abo Sport), Sylvia Mouaya (Inter), Louisane Mabounda (Banko) et Ruth Nkodia (Asel) ;
Arrières gauches : Alphonsine Ngoulou (Abo Sport), Bellevie Boloko (Asel), Iven Kiabelo (Cara) et Jessica Ekouya (Cara) ; Arrières droites : Corina Mbongo (Abo Sport), Becharelle Koumba (Asel), Mbou Ndala (Asel) Chancelvie Mahambou (Banko) et Raïssa Yalibi (Étoile du Congo) ;
Demi-centres : Ivana Iwangou (Abo Sport), Elda Mvoussa (Abo Sport), Patience Okabande (Abo Sport) et Mercianne Hendo (Banko) ;
Ailières gauches : Charnelli Moubouli (Abo Sport), Belmate Okounou (Cara), Chimène Mawougou (Étoile du Congo), Princilia Itoua (Abo Sport) et Klenn Divoko-Divoko (Asel) ;
Ailières droites : Mongo Makouala (Abo Sport), Patricia Okoua Ngala (Interclub), Fridelia Nzihou Malona (Étoile du Congo) et Grâce Zoubabela (Asel) ;
Pivots : Moud Mahoukou (Étoile du Congo), Richca Adoulou (Abo Sport) et Chardenne Mondina (Étoile du Congo).

James Golden Éloué

FOOTBALL

L'actualité des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Ukraine, Okana et Stal Alchevsk privés de Première division

Deuxièmes du championnat de deuxième division l'an passé, Stal Alchevsk et Burnel Okana avaient gagné, à la régulière, leur ticket pour revenir parmi l'élite ukrainienne. Mais le président du club, Volodymyr Polubatko, a refusé d'accéder à la demande de la ligue ukrainienne de jouer les matchs à domicile dans un autre stade. Celui de Stal Alchevsk ne répond en effet pas aux normes de la première division ukrainienne. Résultat, Stal Alchevsk et Burnel Okana restent en deuxième division. C'est le cœur lourd que Burnel Okana (photo 1), qui a fêté ses trente ans mercredi passé, reprendra la compétition dimanche prochain par la réception du Tytan Armyansk. Une rencontre de deuxième division, alors que depuis deux mois, le milieu de terrain congolais et ses coéquipiers rêvaient de duels avec le Dynamo Kiev et le Metalurg Donetsk. Ce droit de côtoyer les grands noms du football ukrainien, les joueurs de Stal Alchevsk l'avaient pourtant gagné, sur le terrain, en finissant à une très belle deuxième place lors de la saison 2012-2013. Avec 9 buts et 13 passes décisives, Okana avait d'ailleurs été l'un des artisans de la montée.

La Ligue ukrainienne propose au club de délocaliser ses matchs à domicile

Mais fin juin, la Ligue ukrainienne de football annonce que le vétuste stade de Stal Alchevsk ne répond pas aux normes exigées pour évoluer en première division. La vieille enceinte soviétique (photo 2) a, il est vrai, des allures de stade champêtre, avec des tribunes défraîchies, une ancienne piste d'athlétisme décrépie et des normes de sécurité absentes. La Ligue propose à la direction du club de délocaliser ses matchs à domicile dans une autre enceinte jusqu'à la fin des travaux, prévus fin septembre.

Mais le président refuse la proposition d'un club de Donetsk

Jouant de ses réseaux, Anatoly Volobuev, l'entraîneur, obtient l'accord d'un club basé à Donetsk afin d'y jouer en attendant la fin des travaux. Mais voici une semaine, le président du club a refusé l'offre pour « éviter aux supporters, surtout les plus âgés, de devoir subir ces déplacements ». Une décision surprenante, car elle ferme définitivement la porte de la Première division. Dommage pour le staff, les joueurs et surtout les supporters. Car il y a fort à parier que ces derniers auraient préféré parcourir les quelques cent cinquante kilomètres qui séparent Alchevsk de Donetsk pendant quelques semaines que de rester en deuxième division

Camille Delourme

JU-JITSU

Les athlètes préparent l'Open national

Les pratiquants de cet art martial ont amorcé le dernier virage de mise au point technique afin d'être à la hauteur de la deuxième édition de l'open national de Ju-jitsu qui ouvrira ses portes le 4 août. Les compétiteurs viendront de plusieurs départements du pays. Ils représenteront les clubs affiliés à l'Union congolaise de Ju-jitsu (Ucoju). L'initiative, à en croire le président de l'Ucoju, Kiss Moukala, vise à vulgariser cet art martial japonais qui a donné naissance au judo. « Notre objectif est de promouvoir le Ju-jitsu au Congo. J'ose croire que ceux qui découvriront la discipline, grâce à ce genre d'activités, n'hésiteront pas à nous rejoindre pour accroître le nombre des pratiquants du Ju-jitsu dans notre pays », a-t-il déclaré.

Cette compétition servira, par ailleurs, de préparation à la Coupe du monde de Ju-jitsu qui se disputera en Ukraine en octobre de cette année. Les Diables rouges de cette discipline voudraient, en effet, réussir cette épreuve mondiale. D'autant



Une séquence de préparation en vue de la 2^e édition de l'open de Ju-jitsu

plus, qu'en fonction de leurs performances à cette coupe du monde, le Congo pourra assumer la présidence de la discipline dans la zone 4. Cette zone est composée, entre autres, du Cameroun, du Tchad, du Gabon, de la République centrafricaine et de la RD Congo. Le président de l'Ucoju a assuré, à ce propos, que « la participation des Diables rouges ne sera pas vaine, pourvu que les moyens de préparation soient mis à leur disposition ».

L'Ucoju, il faut le souligner, n'en est pas à sa première expérience dans l'organisation d'un open, puisqu'en avril dernier la structure lançait la première édition de la compétition. Un open, rappelle-t-on, est une compétition qui réunit les professionnels et amateurs d'une discipline sportive. C'est donc ces deux catégories de pratiquants qui seront aux prises le 4 août dans le cadre de la deuxième édition de l'open national du Ju-jitsu. Le Ju-jitsu est un art martial créé par les samourais (guerriers) japonais durant l'ère féodale de leur pays. L'objectif était de se défendre quand ils étaient désarmés. Les techniques de combat utilisées dans cette discipline sont classées en trois catégories : les techniques de frappe (atemi waza), celles de projection (nage waza) et celles de contrôle (katame waza). Au Congo, la discipline est pratiquée depuis plusieurs décennies. L'Ucoju qui régit la discipline dans le pays, est affiliée à la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires.

Rominique Nerplat Makaya

FOOTBALL

Les entraîneurs congolais bientôt protégés par un cadre juridique

Jean-Michel Mbono l'a indiqué au terme du stage de formation des entraîneurs de haut niveau animé à la fin de mois de juin à Igny par Philippe Redon, l'expert de la Fédération internationale de football.

Pour ce faire, la Fédération congolaise de football (Fécofoot) entend multiplier des stratégies pour pousser les entraîneurs congolais à se doter d'un cadre juridique qui les protégerait dans l'exercice de leurs fonctions.

La formation organisée à leur intention à Igny répond aussi à cet impératif de leur permettre de maîtriser toutes les données techniques et scientifiques et de les appliquer avec succès sur le terrain. Le football congolais a régressé faute d'entraîneurs qualifiés et la Fécofoot entend relever ce défi à travers des formations, une des priorités pour les responsables du football congolais. Tous ont reconnu que les entraîneurs congolais évoluent dans l'informel.

« Le président du club est le seul qui recrute. Que l'entraîneur ait le niveau ou pas pour encadrer l'équipe [...] n'intéresse pas le président du club. De la même manière, il le révoque sur un simple coup de tête.



Jean-Michel Mbono et Philippe Redon lors de la clôture du stage de formation de haut niveau des entraîneurs congolais

Tout ceci parce qu'il n'existe pas de cadre juridique protégeant l'entraîneur. Les présidents des clubs écrasent les entraîneurs lorsqu'ils en ont l'occasion ou alors ces derniers les fuient sans rien revendiquer », a commenté Jean-Michel Mbono.

Il a indiqué que cet état de fait n'honorait pas la pratique du football congolais et que la Fécofoot devait inciter à la recherche de mesures efficaces permettant de doter les entraîneurs d'un cadre juridique cernant les droits et devoirs des clubs au travers des dirigeants et des entraîneurs, mais aussi la Fécofoot en sa qualité d'organe juridictionnel.

James Golden Éloué

BRIN D'HISTOIRE

Le Fespam 2013

Poto-Poto mboka monene, Poto-Poto une grande ville, chantait Antoine Moundanda. Ce quartier cosmopolite abritera à partir du 13 juillet la 9^e édition du Fespam (Festival panafricain de musique), au Stade Eboué.

C'est dans ce quartier que prit naissance la musique congolaise dite moderne il y a 80 ans environ. Et, pendant longtemps, Poto-Poto est resté le lieu des mondantés de Brazzaville, ville de musique, comme le disait si bien Bibi de Massouka au début des années 60 : Joli joli Brazzaville au Congo des carnivals. Cette chanson exécutée par l'orchestre Cercul Jazz de Ntounta et Franklin Boukaka magnifiait une ville immergée dans une atmosphère festive quasi permanente, en particulier Poto-Poto, avec des bars entrés dans la légende de la vie mondaine : Gaité Brazza, Congo Zoba, Chez Baker, Tala Tala, Bouya bar, Chez Faignond, Pavillon Bleu, Mon pays, Bozoum Bar, Bar, Congo Bar, Chez Cardot, Fiesta, Café Nono, Makambo, Cara la Causette, etc.

De tous ces lieux de divertissement, Chez Faignond est, sans conteste, le plus emblématique. Tout le monde y accourt. Sa réputation dépasse les frontières nationales. Ce bar est le siège de l'orchestre Bantous de la capitale à sa création et, aussi, celui de la Violette, association féminine de Georgine Saba, Mme Faignond dans la vie, immortalisée par le chanteur Tino Mab dans la chanson *Mariana*, une ode à l'amitié et à la femme, femme exaltée par Franklin Boukaka dans *Les Brazzavilloises*... vraiment formidables, drapées dans leurs pagnes aux couleurs d'arc-en-ciel, ces couleurs chatoyantes qui se répandent dans nos rues dès potron-minet et les habillent d'un manteau de gaieté, en lingala esengo, au pluriel bisengo, que chante Mulamba Joseph, Mujos, dans une œuvre de Jean-serge Essous, *Auguy na nganda* : Bisengo bi-mati é na nganda ya Faignond éé.

Il s'agit ici du site situé, à l'époque, au kilomètre 13, limite dite nord de l'agglomération de Brazzaville où Faignond avait ouvert une extension de son mythique bar dont le nom renvoyait subli-

mement au tout premier du même nom, sis rue Mbakas à Poto-Poto. Cette artère est désormais dénommée Émile Faignond. Au-delà de la borne kilométrique 13, on accédait, après avoir traversé une petite zone sablonneuse, aux villages Kombo et Massengo, aujourd'hui intégrés dans la commune de Brazzaville.

La gaieté, que n'altèrent pas les difficultés existentielles inhérentes à toute vie humaine, Poto-Poto la doit, en premier lieu, à la musique, exécutée par ses orchestres : Bonne Espérance, Mélo Congo, Victoria, Negro Jazz, Cercul Jazz, Bantous, Negro Band, Novelty, African Mod Matata, Kimbo Touma, Orphée Jazz, Les Fantômes, Super Boboto, Trois Frères. Des noms comme Paul Kamba, Albert Loboko, Dadet Damongo, Bienvenu Beniamino, Lamothe, Liberlin de Shoriba, Diaboua Lièvre, Pandi Saturnin, Michel Makouala, Joseph Kaba, Jean-Serge Essous, Célestin Kouka, Edo Ganga, Pamel, Michel Boyibanda, Celi Bitsou, Marie Bella, Maurice Obami, Freddy Kebano, Théo

Blaise, Mbaki Aaron, Ange Linaud, sont inscrits dans la nomenclature de la galaxie musicale mondiale.

Mais la musique, à Poto-Poto, c'est aussi la musique traditionnelle, millénaire, substratum de la musique moderne dont le ballet Diaboua fut l'émanation. Elle rencontre toujours un grand succès auprès du public et nourrit de sa sève vivifiante toutes les autres formes musicales, notamment, la nouvelle obédience dénommée musique tradi-moderne et qui prolifère avec un succès certain.

La musique à Poto-Poto, c'est aussi la Chorale des Piroguiers, à dominante fortement religieuse. Enfin, pardonnez l'allure volontairement tautologique de la litanie qui suit ; la musique à Poto-Poto, c'est enfin cette musique qui s'institue musique religieuse par opposition à la musique mondaine qui a donné ses titres et ses lettres de noblesse à la musique congolaise.

Plein succès au Fespam 2013 !

Mfumu